

QCM Trophées de la Gestion de Patrimoine 2021

Partie 1 – Questions juridiques et fiscales

➤ Impôt sur le revenu

QUESTION 01

Monsieur Juillet a 65 ans. Il est gérant d'une PME française soumise à l'impôt sur les sociétés qu'il a créée en 2004. Il en détient 53% et un fonds danois soumis à l'impôt sur la société au Danemark en détient 47%. Il souhaite céder ses titres pour partir à la retraite. Au jour de la cession et en cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu, la plus-value de cession sera réduite d'un abattement de 85% pour le calcul de l'impôt sur le revenu en plus d'un abattement fixe de € 500.000.

- Vrai
- Faux

QUESTION 02

Emilie exerce une activité libérale qui relève du régime des micro-BNC. Elle détient des bitcoins qu'elle envisage de céder en 2021 et ainsi réaliser une plus-value d'environ € 200 000.

Son comptable lui indique que cette cession devrait remettre en cause son régime micro-BNC.

- Vrai
- Faux

QUESTION 03

Monsieur Dupond est veuf. Depuis cette année, il s'occupe du père de sa défunte épouse, âgé de 76 ans, qui vit sous son toit. Son beau-père ne perçoit aucun revenu, Monsieur Dupond pense qu'il pourra déduire de son revenu imposable à l'impôt sur le revenu une partie des dépenses liées à l'hébergement et à la nourriture de son beau-père.

- Vrai
- Faux

QUESTION 04

Madame Raymond réside fiscalement en Suisse depuis 3 ans, Etat dans lequel elle est affiliée au régime de sécurité sociale. Elle n'est pas à la charge d'un régime obligatoire de sécurité sociale français. Elle a cédé un bien immobilier situé à Paris en 2021. Son conseil soutient qu'elle ne sera redevable d'aucun prélèvement social en France.

- Vrai
- Faux

QUESTION 05

Monsieur et Madame Pizzaro exercent une activité de loueur en meublé professionnel depuis 7 ans. Les recettes qu'ils tirent de cette activité sont les suivantes :

- En 2019, les recettes totales étaient de € 95.000 ;
- En 2020, les recettes totales sont estimées à € 55.000. En raison de la crise du Covid-19, les locataires sont partis et Monsieur et Madame Pizzaro ont éprouvé des difficultés à relouer leurs biens ;
- En 2021, les recettes totales sont estimées à € 95.000, car ils espèrent retrouver leur volume d'activité antérieur à la crise sanitaire ;
- En 2022, les recettes totales sont estimées à € 100.000.

Ils envisagent de céder l'un de leurs actifs immobiliers au cours de l'année 2022. Sur la base de ces estimations, leur conseiller fiscal leur indique qu'ils pourront bénéficier d'une exonération totale de la plus-value de cession.

- Vrai
- Faux

QUESTION 06

Les revenus de la location au profit d'un exploitant agricole sont considérés comme des bénéfices agricoles.

- Vrai
- Faux

QUESTION 07

Monsieur Hilin détient, par succession, à la suite du décès de sa mère, la nue-propriété d'un logement qui n'a pas été donné en location par l'usufruitier en 2020. Malgré cela, le nu-propriétaire a engagé des gros travaux de réfection de la façade et de la toiture pour un montant de € 20.000.

Son conseiller en gestion de patrimoine lui indique que, malgré l'absence de revenus fonciers, il pourra déduire l'intégralité de ces travaux de son revenu global.

- Vrai
- Faux

➤ Impôt sur la fortune immobilière

QUESTION 08

Fabrizio et Antonella ont vécu ensemble pendant 9 ans en Italie. Ils se sont fiancés et se sont installés ensemble en France en juin 2020. Ils résident dans une maison située sur le bassin d'Arcachon.

Le patrimoine de Fabrizio au 1^{er} janvier 2021 se compose de la maison située à Arcachon, d'une valeur de € 3.000.000, de son ancien appartement situé à Rome d'une valeur € 1.000.000, ainsi que d'un portefeuille d'actions d'une valeur de € 500.000.

Le patrimoine d'Antonella se compose d'une maison dont elle a hérité en Toscane d'une valeur de € 300.000 et d'œuvres d'art estimées à € 250.000.

Antonella ne sera pas assujettie à l'IFI 2021 contrairement à Fabrizio.

- Vrai*
- Faux

QUESTION 09

Monsieur et Madame Robert ont eu ensemble deux enfants. Monsieur Robert est décédé en 2020. A l'issue de la succession de son défunt mari, Madame Robert a choisi d'opter pour l'usufruit légal conformément à l'article 757 du CGI. En tant qu'usufruitière, elle sera seule redevable de l'impôt sur la fortune immobilière sur la valeur des biens immobiliers en pleine propriété.

- Vrai
- Faux

QUESTION 10

Un redevable a acquis sa résidence principale d'une valeur vénale réelle de € 4.000.000 en partie par la souscription d'un emprunt d'une valeur de € 2.000.000.

Il verse une taxe foncière annuelle de € 10.000. La valeur imposable de la résidence principale est de € 2.800.000 au titre de l'IFI, après application de l'abattement légal de 30%. Dès lors que le montant des dettes n'excède pas celui de la valeur imposable de sa résidence, le redevable peut intégralement déduire le montant de ces dettes.

- Vrai
- Faux

QUESTION 11

Les époux Martin détiennent leur résidence principale situé à Toulouse, évaluée à € 1.500.000, par l'intermédiaire d'une SCI. En effet, ils ont tous les deux des enfants issus d'un précédent mariage, et ont décidé de créer cette société afin de faciliter la transmission à leurs enfants respectifs. Pour effectuer leur déclaration d'IFI, ils pourront appliquer l'abattement de 30% prévu au titre de la résidence principale sur la valeur vénale de leur bien immobilier situé à Toulouse.

- Vrai
- Faux

➤ **Droits de mutation**

QUESTION 12

Chloé Lefevre, âgée de 32 ans et issue de la première union de Madame Henri, souhaite acquérir un appartement parisien pour un prix de € 600.000. Monsieur Henri a élevé Chloé comme sa fille depuis son plus jeune âge et a procédé à une adoption simple en 2010, souhaite l'aider à hauteur de € 100.000. Selon lui, cette donation pourrait être consentie en franchise de droits.

- Vrai
- Faux

QUESTION 13

Monsieur Vaud, résident suisse, souhaite donner des titres de la société française Exo à la fondation suisse Philanthropy reconnue d'utilité publique. Cette donation est soumise aux droits de mutation à titre gratuit en France.

- Vrai
- Faux

QUESTION 14

Madame Arnaud souhaite donner à sa fille un appartement situé à Cabourg estimé à € 250.000. Elle souhaite également s'acquitter des droits de donation. Cette prise en charge constitue une libéralité au sens du droit fiscal.

- Vrai
- Faux

QUESTION 15

Laure, âgée de 63 ans, souhaite effectuer un don de somme d'argent pour aider son fils, âgé de 34 ans, à réaliser son tour du monde. En février 2006, elle avait déjà effectué une donation d'un appartement situé à Bordeaux d'une valeur de € 120 000. Laure pourra effectuer une donation de somme d'argent de € 131.865 sans qu'il y ait lieu à imposition.

- Vrai
- Faux

QUESTION 16

Marc a apporté des titres de la société Totou soumise à l'IS à une holding qu'il a constitué et qu'il détient à 100%. Il souhaite donner la nue-propriété des titres de la holding à sa fille, âgée de 35 ans.

Son conseil lui indique que cette donation lui fera perdre le bénéfice du report d'imposition sur l'ensemble de la plus-value constatée lors de l'apport.

- Vrai
- Faux

➤ **Fiscalité internationale**

QUESTION 17

Madame Merkel, résidente fiscale française, est propriétaire d'un appartement situé en Allemagne et qu'elle donne en location. Elle perçoit à ce titre des revenus fonciers. Ces revenus fonciers sont imposables en Allemagne. Ils sont également imposables en France. L'impôt acquitté en Allemagne n'est pas déductible pour le calcul du revenu imposable en France, mais Madame Merkel a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français qui est égal à l'impôt français correspondant à ces revenus.

- Vrai*
- Faux*

QUESTION 18

Un contribuable ayant décidé de transférer son domicile fiscal hors de France en mars 2021 dispose d'un délai de 30 jours pour déposer le formulaire n°2074-ETD auprès du service des impôts des particuliers non-résidents afin de bénéficier du dispositif de sursis de paiement d'exit-tax.

- Vrai*
- Faux*

QUESTION 19

Monsieur Villard, résident fiscal belge perçoit chaque année des dividendes de la société Total SA, société anonyme française. Il a à ce titre perçu en juin 2021 la somme de € 100.000. Son conseil fiscal l'informe que cette distribution de dividende fera l'objet d'une retenue à la source en France de 30%.

- Vrai*
- Faux*

QUESTION 20

Monsieur Takumi est résident fiscal japonais. Il possède depuis plus de 30 ans, au travers d'une SCI soumise à l'impôt sur le revenu, un mas situé dans le sud de la France à Gordes dans lequel il aime séjourner pendant la période estivale. Afin d'optimiser sa situation fiscale au regard de son patrimoine important, il entend transmettre son bien français à ses deux enfants tous deux résidents fiscaux japonais. Son gestionnaire de patrimoine l'informe que cette transmission ne sera pas imposable en France.

- Vrai*
- Faux*

QUESTION 21

Un trust canadien détient directement un bien immobilier situé en France. Les conseils du trust estiment que le trust n'est pas assujéti à l'obligation de déposer une déclaration de taxe de 3% en France étant donné que le trust n'a pas de personnalité morale.

- Vrai
- Faux

QUESTION 22

Le gestionnaire de patrimoine de Monsieur Daniel, qui est résident français, lui propose d'effectuer au profit de son fils, résident fiscal belge, une donation de son portefeuille sous réserve d'un quasi-usufruit. Celui-ci lui indique que cette opération doit être déclarée conformément à la directive DAC 6.

- Vrai
- Faux

➤ Régimes matrimoniaux

QUESTION 23

Une jeune femme de nationalité suisse a rencontré son futur mari de nationalité portugaise lors d'un séjour à Lisbonne en 2015. Ce dernier, résident fiscal portugais au moment de leur rencontre, a déménagé en Suisse afin de rejoindre sa bien-aimée. Quelques mois plus tard, ils se marient à Lisbonne. Toutefois, aussitôt après la célébration de leur union, ils ont décidé de s'installer à Paris. A défaut de déclaration expresse et de convention matrimoniale préalable, ils seront soumis au régime légal portugais du fait de la nationalité du chef de famille et de sa dernière résidence fiscale de son époux.

- Vrai
- Faux

QUESTION 24

Mathéo et Léna, mariés sous le régime légal de la communauté, envisagent de faire construire une maison sur un terrain que Léna avait reçu à la suite d'une donation de son père. Cette maison deviendra un bien commun.

- Vrai
- Faux

QUESTION 25

Vincent a épousé Eva en 2015, sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts. Suite au décès de son père, il est devenu propriétaire en 2018 d'une ferme et du mobilier nécessaire à son exploitation. Aujourd'hui, ils souhaitent se séparer de la ferme et donner le matériel agricole à un agriculteur de la région. Eva peut effectuer seule ces opérations.

- Vrai
- Faux

QUESTION 26

Marie et Théodore se sont mariés sous le régime de la séparation de biens en décembre 2020. Ils ont décidé de s'installer dans l'appartement où vivait Théodore avant le mariage. Ce dernier avait conclu un contrat de bail en janvier 2017. En s'installant dans cet appartement, Marie est devenue co-titulaire du bail.

- Vrai
- Faux

➤ Question ouverte

Dans la préparation de la transmission de son patrimoine, Monsieur Phil, âgé de 68 ans, envisage de gratifier ses deux filles, Justine, 32 ans, et Alice, 29 ans, ainsi que ses cinq petits-enfants mineurs, à savoir Julie et Alix, les enfants de Justine, et Rose, Edouard et Achille, les enfants d'Alice.

Monsieur Phil estime que certains de ses biens, dont un chalet à Megève, pourraient revenir directement à ses petits-enfants, afin qu'ils soient conservés dans la famille. Ses enfants n'y sont pas hostiles, d'autant qu'ils se sont déjà constitués un patrimoine et qu'ils songent également à le transmettre. Monsieur Phil souhaite donc connaître toutes les stratégies possibles pour atteindre cet objectif, tout en préservant l'équilibre familial.

Quels conseils pouvez-vous leur donner ?

Partie2 – Questions financières

➤ ESG

QUESTION 01

Lors d'une étude extra financière, retenir les entreprises les mieux notées d'un point de vue ESG par secteur d'activité, est ce

- La méthode Best-In-Class
- La méthode Best in Universe ?

QUESTION 02

Parmi les piliers suivants, pouvez-vous indiquer les piliers de la notation « Environnement » ?

- Impact ressources naturelles
- Impact innovation
- La politique Actionnaires
- Impact politique salariale
- Impact Droit de l'homme
- Impact médias
- Impact émissions
- Le Management
- La Stratégie RSE
- Impact responsabilité

QUESTION 03

Pouvez-vous indiquer les piliers de la notation « Social » ?

- Impact ressources naturelles
- Impact innovation
- La politique Actionnaires
- Impact politique salariale
- Impact Droit de l'homme
- Impact médias
- Impact émissions
- Le Management
- La Stratégie RSE
- Impact responsabilité

QUESTION 04

Pouvez-vous indiquer trois piliers essentiels de la notation « Gouvernance » ?

- Impact ressources naturelles
- Impact innovation
- La politique Actionnaires
- Impact politique salariale
- Impact Droit de l'homme

- Impact médias
- Impact émissions
- Le Management
- La Stratégie RSE
- Impact responsabilité

QUESTION 05

l'analyse des controverses (analyse des scandales, procès, condamnations, litiges, amendes etc... ayant impacté la société émettrice) fait-elle partie des critères extra financiers ?

- Oui
- Non

➤ Risque

La gestion du risque est devenue un point central de la réglementation de Conseillers en Investissement mais aussi une préoccupation des clients finaux. Sa maîtrise et les moyens déployés pour y faire face sont de plus en plus mis en avant.

QUESTION 06

quel risque est concerné par la faillite d'un émetteur obligataire ?

- Le risque de marché
- le risque de contrepartie
- le risque de liquidité
- le risque réputationnel

QUESTION 07

Les deux méthodes de prise en compte du risque sont la méthode de l'engagement et la méthode en Value at risk (VAR). Une société de gestion peut choisir la méthode de son choix ?

- Oui
- Non

QUESTION 08

Dans quel cas une société de gestion doit disposer d'un contrôle de risque à temps plein ?

- Dans tous les cas elle est obligée de disposer d'un contrôleur des risques quel que soit la gestion pratiquée
- Uniquement lorsqu'elle traite des produits complexes
- Lorsqu'elle commercialise ses produits dans l'espace européen

QUESTION 09

Une société de gestion qui traiterait des achats / ventes de matières premières serait-elle astreinte à disposer d'un contrôleur de risque à temps plein ?

- Oui
- Non

QUESTION 10

Qu'est-ce qu'un Max draw down ?

- Une mesure de performance relative à un benchmark
- Une mesure de symétrie des rendements
- Une mesure de risque

➤ Macro économie

QUESTION 11

La balance des paiements d'un pays trace ?

- L'ensemble des flux économiques et financiers entre résidents et non-résidents
- Uniquement l'ensemble des flux économiques et financiers entre résidents
- Uniquement l'ensemble des flux économiques et financiers entre non-résidents

QUESTION 12

La balance des transactions courantes regroupe

- Les opérations économiques portant sur les biens uniquement
- Les opérations économiques portant sur les biens et services et sur les transferts courants
- Les opérations économiques portant uniquement sur les services et sur les transferts courants.

QUESTION 13

Un pays ayant une capacité de financement est-il ?

- En balance des paiements excédentaires
- En balance des paiements déficitaires
- En équilibre de la balance des paiements

QUESTION 14

Dans ce cas que cela signifie-t-il pour le pays ?

- Des sorties de capitaux inférieures aux entrées ; ce pays se financera auprès d'autres pays et sa devise devrait s'apprécier
- Des sorties de capitaux inférieures aux entrées ; ce pays se financera auprès d'autres pays et sa devise devrait se déprécier
- Des sorties de capitaux supérieures aux entrées ; ce pays financera d'autres pays et sa devise devrait s'apprécier

QUESTION 15

Parmi les éléments suivants, quels sont les déterminants du taux de change ?

- Le déséquilibre de la balance des transactions courantes
- Le différentiel de croissance économique
- Le différentiel de taux d'intérêt

- Le différentiel de fiscalité sur les sociétés
- Les IDE
- Les investissements de portefeuille

QUESTION 16

Une hausse de l'inflation provoque-t-elle plutôt ?

- Une hausse des taux d'intérêt
- Une baisse des taux d'intérêt

QUESTION 17

Une hausse de la masse monétaire est-elle plutôt ?

- Inflationniste
- Déflationniste

QUESTION 18

A votre avis à quel niveau se situe la Consommation dans le PIB américain ?

- 20%
- 40%
- 60%

➤ Placements

QUESTION 19

Que représente la marge de solvabilité d'un contrat de capitalisation ?

- L'écart entre la valeur de l'actif général et les engagements de l'assureur
- L'écart entre le taux minimum garanti et le taux servi
- Les fonds propres de l'assureur

QUESTION 20

La PPE dans un contrat de capitalisation doit elle est restituée à l'épargnant dans un délai de ?

- 6 ans
- 8 ans
- 10ans

QUESTION 21

La « Réserve de capitalisation » pour un contrat d'assurance vie est-elle ?

- Un compte de provision pour charge
- Une réserve alimentée par les plus ou moins-values réalisées sur les ventes d'obligations
- Un excédent de produits financiers qui alimente la Participation aux Bénéfices

QUESTION 22

Un investisseur qui souscrit à un contrat de capitalisation est-il en risque sur ?

- L'actif général
- Sur la compagnie d'assurance

QUESTION 23

Quel impact une hausse d'inflation peut-elle avoir sur les performances du marché obligataire :

- Une amélioration des performances des obligations
- Aucun impact
- Une amélioration des performances des obligations

QUESTION 24

Comment pouvez-vous contrer ce risque au sein du portefeuille de vos clients ?

- Implémenter un placement sur l'or qui se nourrit de la baisse des rendements réels,
- Acheter des obligations à forte sensibilité pour me prémunir du risque de taux
- Investir sur des obligations à taux variables,
- Choisir du long/short obligataire,
- Vendre des obligations / OPCVM obligataires indexés sur l'inflation.

QUESTION 25

Le Price to Book P/B d'une valeur tech est-il ?

- Plus élevé que celui d'une action « value » ?
- Moins élevé que celui d'une action « value » ?

QUESTION 26

Parmi les 3 compartiments A,B,C d'Eurolist ou se situe la catégorie A ?

- Les petites valeurs (capitalisation inférieure à 150 millions d'euros)
- Les blue chips (valeurs supérieures à 1 milliard d'euros)
- Les valeurs moyennes (entre 1 milliard et 150 millions d'euros)

QUESTION 27

le PER des actions peuvent-ils être comparés sans distinction pour évaluer la cherté de celles-ci quels que soient le secteur et la zone géographique ?

- Oui
- Non

QUESTION 28

Une action et un certificat d'investissement donnent-ils droit ?

- un même droit d'information, un même un droit pécunier (dividendes + augmentation de capital) et un même droit de vote aux assemblées.
- un même droit d'information, un même un droit pécunier (dividendes + augmentation de capital) et un droit de vote aux assemblées uniquement à l'actionnaire.
- uniquement un même droit d'information
- uniquement un même droit de vote aux assemblées

QUESTION 29a

Dites à quelle classification thématique de valeurs correspond la description suivante ?

« valeurs cycliques » - « valeurs de croissance » - « valeurs de défensives » - « valeur de rendement »

« Ces valeurs opèrent dans des secteurs peu sensibles à la conjoncture. Elles opèrent dans les secteurs de la consommation, de l'agro-alimentaire, la pharmacie ... Elles jouent en général leur rôle de valeurs refuge en cas de baisse du marché. »

Quelle est la valeur ? ...

QUESTION 29b

Dites à quelle classification thématique de valeurs correspond la description suivante ?

« valeurs cycliques » - « valeurs de croissance » - « valeurs de défensives » - « valeur de rendement »

« Elles opèrent dans les secteurs d'activité dits sensibles aux cycles ou fluctuations économiques (industrie, automobile, matières premières...) »

Quelle est la valeur ? ...

QUESTION 29c

Dites à quelle classification thématique de valeurs correspond la description suivante ?

« valeurs cycliques » - « valeurs de croissance » - « valeurs de défensives » - « valeur de rendement »

« Ce sont des valeurs dont la sensibilité à l'évolution de l'économie est moindre, et dont l'activité, le chiffre d'affaires et les bénéfices "progressent constamment". Ces valeurs disposent d'un fort potentiel de plus-value mais présentent un caractère plus risqué. C'est le cas de certaines valeurs technologiques.»

Quelle est la valeur ?

QUESTION 29d

Dites à quelle classification thématique de valeurs correspond la description suivante ?

« valeurs cycliques » - « valeurs de croissance » - « valeurs de défensives » - « valeur de rendement »

« Ce sont des valeurs dont les sociétés sont arrivées à maturité, aux besoins d'investissement limités, et habituées à verser un dividende significatif et régulier. On y trouve les foncières »
La valeur ? ...

➤ ETF

QUESTION 30

Que signifie l'acronyme ETF ?

- Exchange-Traded Futures
- Exchange-Traded Funds
- Exchange-Traded Forwards

QUESTION 31

Un ETF peut-il être UCIT ?

- Oui
- Non

QUESTION 32

Indiquez quels sont les modes d'investissement possibles dans un ETF ?

- En synthétique via des swaps ou en achat de titres vifs
- En achat de titres vifs uniquement
- Aucun des deux précédents

QUESTION 33

Quel risque prend-on sur un ETF synthétique ?

- Un risque d'éligibilité
- Un risque réputationnel
- Un risque de contrepartie

QUESTION 34

Quelle mesure quantitative faut-il observer lorsqu'on investit sur un ETF

- Le ratio Sharpe
- Le ratio de Sortino
- La Tracking error
- Le ratio de Jansen

QUESTION 35

Le volume moyen quotidien d'un ETF est-il un bon indicateur de liquidité d'un ETF

- Oui
- Non

QUESTION 36

Qu'est-ce qui distingue un ETF Smart Béta d'un ETF classique ?

- La taille des ETF
- Le volume de transaction quotidienne
- Les modes de réplication de l'indice
- Le couple rendement/Risque

QUESTION 37

Les ordres suivants sont-ils exécutables sur les ETF ?

- Au marché,
- Ordre Stop,
- Ordre limite,
- Ordre stop et limite ?

QUESTION 38

Parmi les principaux risques encourus par un investisseur en ETF quels sont ceux qui ne concernent pas les ETF ?

- RISQUE DE PERTE EN CAPITAL** : leur profil de risque est similaire à celui d'un investissement direct dans l'Indice sous-jacent.
- RISQUE DE REPLICATION** : Les objectifs du fonds peuvent ne pas être atteints vis-à-vis de l'indice à répliquer si des événements inattendus surviennent.
- RISQUE DE CONTREPARTIE** : Pour les ETF synthétiques, risques liés à l'utilisation de Swap de gré à gré.
- RISQUE SOUS-JACENT** : L'Indice sous-jacent peut être complexe et volatil (investissements en matières premières). En effet, l'indice sous-jacent est calculé par rapport aux contrats futures sur matières premières → risque de liquidité lié aux coûts de portage et de transport.
- RISQUE DE CHANGE** : s'ils sont libellés dans une devise différente de celle de l'Indice sous-jacent.
- RISQUE DE LIQUIDITE** : La liquidité est fournie par des teneurs de marché enregistrés sur les bourses où les ETF sont cotés. La liquidité peut être limitée du fait d'une suspension du marché sous-jacent représenté par l'Indice suivi par l'ETF.

- **RISQUE DE CONCENTRATION** : Pour les ETF thématiques et Smart Beta le portefeuille peut être plus concentré et le risque réparti sur moins de titres que l'indice d'origine.

➤ **Règlementation**

QUESTION 39

quel est l'acronyme du document permettant une bonne connaissance de son client

- DER
- KYC
- PER
- PEG

QUESTION 40

Que signifie pour vous l'acronyme DER ?

- Une mesure de cherté des actions
- Une mesure de la sensibilité obligataire
- Un document d'entrée en relation
- Un taux de recouvrement de dette

QUESTION 41

A quoi sert le rapport d'adéquation ?

- A établir un bilan entre le courtier et son fournisseur
- Un état des lieux de l'exposition au risque du portefeuille de son client
- Une projection des cash flows du portefeuille de son client
- Une transposition du portefeuille de son client

QUESTION 42

A quoi est conditionné la perception de rétrocessions sur un produit financier ?

- Au maintien de bonne relation entre le courtier et son fournisseur
- Au maintien d'une bonne relation entre le client et le conseiller
- Au maintien d'un service de conseil avec délivrance d'un rapport annuel d'adéquation
- Au suivi des formations délivrées par les chambres des experts financiers

QUESTION 43

Que doit-on fournir annuellement à son client avec chaque conseil ou chaque passage d'ordre ?

- Le reporting du produits financiers
- Le prospectus du produit financier
- Un classement comparatif avec le peer group du produit commercialisé
- Une simulation des frais des produits commercialisés

QUESTION 44

La directive MIFID 2 impose-t-elle d'informer son client sur le caractère indépendant ou non-indépendant du conseil ?

- Oui
- Non ce n'est pas nécessaire

QUESTION 45

Que signifie OPT IN ?

- Il s'agit du passage pour un client donné à une catégorie apportant une protection supérieure à la catégorie d'origine (exemple : Client Professionnel à Client Non Professionnel).
- Changement de catégorisation pour une catégorie apportant une protection inférieure à la catégorie d'origine (exemple : Client Non Professionnel à Client Professionnel).